

4 février 2025

## **Déclaration des investisseurs sur la législation Omnibus**

Le Groupe d'investisseurs institutionnels sur le changement climatique (IIGCC), le Forum européen de l'investissement durable (Eurosif) et les Principes pour l'investissement responsable (PRI), ainsi que **162 investisseurs soussignés représentant environ 6 600 milliards d'euros d'actifs sous gestion, 49 prestataires de services et d'autres organisations actives dans le soutien de la finance durable, totalisant 211 signatures, appellent la Commission européenne à préserver l'intégrité et l'ambition du cadre de la finance durable de l'UE, à l'aune des discussions actuelles sur une « législation omnibus » visant à modifier les principales réglementations de ce cadre.**

La Taxonomie de l'UE, la directive sur la publication des informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD) et la directive sur le devoir de vigilance (CSDDD) sont les pierres angulaires de l'architecture de la politique de l'UE en matière de développement durable. Ensemble, elles aident les investisseurs à gérer les risques, à identifier les opportunités et à réorienter les capitaux vers une économie nette zéro plus compétitive, plus équitable et plus prospère.

**Les entreprises et les acteurs des marchés financiers ont besoin d'une stabilité politique de long terme pour soutenir leurs efforts d'implémentation des réglementations.** Des études récentes, notamment celles publiées par la plateforme de l'UE pour la finance durable, montrent que la transparence accrue créée par ces réglementations commence [à avoir un impact](#). Nous ne devons pas perdre de vue les objectifs que ces règlements sont censés soutenir : accélérer les investissements vers une économie plus compétitive et plus durable et permettre aux investisseurs et aux autres acteurs du marché de mieux gérer les risques, les impacts et les opportunités en facilitant l'accès à des données de durabilité de haute qualité, comparables et fiables.

Pour garantir la position de leader mondial de l'Europe, comme le [souligne le rapport Draghi](#), l'UE doit combler un déficit d'investissement annuel estimé à 750-800 milliards de dollars par an. Des initiatives telles que le Clean Industrial Deal garantiront la compétitivité à long terme de l'industrie nette zéro de l'Europe et sa résilience économique. Nous savons que la majeure partie du capital nécessaire pour soutenir ces initiatives devra provenir du secteur privé. Les investisseurs sont des acteurs essentiels pour canaliser les capitaux vers les solutions climatiques et les secteurs à forte croissance. **Un accès immédiat à des rapports de durabilité comparables et de haute qualité est une condition préalable pour informer et guider leurs décisions d'investissement : les investisseurs sont en effet les principaux utilisateurs des informations de durabilité.**

Une fois pleinement mise en œuvre, la CSRD garantira que ces rapports soient largement disponibles, normalisés et appliqués de manière cohérente, comblant ainsi une grande partie des lacunes en matière de données qui sont régulièrement citées par les acteurs des marchés financiers comme un obstacle majeur à l'investissement durable et au respect de leurs propres obligations en matière de rapportage. Cela est particulièrement important pour les nombreux investisseurs et entreprises qui fixent leurs propres engagements en matière d'émissions nettes zéro et leurs propres objectifs de réduction des émissions, et pour lesquels des cadres cohérents et complets pour les plans de transition climatiques sont essentiels.

En outre, l'introduction progressive de normes sectorielles, axées sur les informations les plus importantes pour éclairer les décisions d'investissement, améliorera encore le cadre de rapportage de l'UE, en fournissant les orientations nécessaires pour aider les entreprises opérant dans des secteurs à fort impact à décarboniser et en facilitant leurs efforts de divulgation.

En exigeant la divulgation des impacts et des activités alignées à la taxonomie de l'UE, la CSRD permettra aux investisseurs de mieux identifier et évaluer les projets et les solutions susceptibles d'avoir un impact positif sur l'environnement. En 2024, les entreprises européennes ont déjà déclaré un total [de 440 milliards d'euros de dépenses d'investissement alignées sur la taxonomie, un chiffre qui ne peut que croître davantage et plus rapidement.](#)

La directive sur le rapportage d'informations en matière de durabilité complète ces outils de divulgation en offrant des opportunités d'action et de changements comportementaux. Elle fournit aux entreprises une base pour mettre en place les systèmes et les processus nécessaires à la mise en œuvre effective des principales obligations, y compris les plans de transition et les objectifs de réduction des émissions de GES.

**Nous soutenons l'objectif global de simplification et d'amélioration de la cohérence du cadre européen de la finance durable.** De telles révisions peuvent effectivement alléger la charge et la complexité des rapports, tout en améliorant l'utilité des exigences de divulgation et en promouvant une approche plus cohérente de la transition tout au long de la chaîne de valeur. Cependant, la réouverture de ces règlements dans leur intégralité risque de créer une incertitude réglementaire et pourrait finalement compromettre l'objectif de la Commission de réorienter les capitaux privés en soutien du Green Deal européen.

**Une approche plus efficace consisterait à se concentrer sur la rationalisation des normes techniques et à fournir des lignes directrices d'implémentation claires.**

En outre, la législation proposée aura des implications qui vont s'étendre au-delà des initiatives ciblées. Des données transparentes provenant de la taxonomie et de la CSRD sont également nécessaires pour les acteurs financiers afin de répondre à leurs obligations, en particulier au règlement SFDR et à la directive MiFID II concernant les préférences des clients en matière de durabilité. La Commission doit prendre en compte les effets plus amples des propositions sur les cadres législatifs corrélés.

Nous reconnaissons que ces politiques ambitieuses ont été déployées rapidement, et souvent en parallèle, ce qui a entraîné des difficultés de mise en œuvre et d'utilisation pour les acteurs du

marché. Nous soutenons donc les actions ciblées de la Commission au niveau technique pour assurer la simplification, la clarté et la cohérence du cadre législatif.

Nous appelons la Commission européenne à :

- Préserver les principes, les objectifs et les fondamentaux de la CSRD, de la CSDD et de la taxonomie de l'UE afin de garantir qu'ils puissent atteindre les objectifs visés et maintenir la stabilité réglementaire.
- Considérer l'importance de ces réglementations pour faciliter l'investissement nécessaire au soutien d'initiatives plus larges visant à stimuler la croissance, la compétitivité et la durabilité, y compris le prochain Clean Industrial Deal.
- Rationaliser les exigences et traiter les incohérences et les problèmes de mise en œuvre dans le cadre des normes techniques (niveau 2), sur la base des commentaires des professionnels du secteur et d'une évaluation de l'impact de la facilité d'utilisation et de l'efficacité des informations existantes, ainsi que des coûts afférents. [La feuille de route réglementaire de l'Eurosif pour les décideurs politiques de l'UE](#), les attentes des [investisseurs de l'IIGCC](#) en matière de finance durable de l'UE et la feuille de route politique 2030 [de l'UE des PRI](#) fournissent des recommandations spécifiques sur la manière de procéder.
- Faciliter la mise en œuvre de ces réglementations en fournissant des orientations intuitives aux entreprises - par le biais de questions-réponses, de lignes directrices et de recommandations, y compris, le cas échéant, d'orientations sectorielles.
- Assurer l'interopérabilité entre l'ESRS et les normes sectorielles internationales pertinentes (ISSB, GRI, SASB) afin d'alléger la charge de travail liée à la rédaction des rapports.
- Tirer parti des solutions numériques et technologiques existantes et les développer afin de réduire les coûts et les charges liés à la communication d'informations et de faciliter une harmonisation et une centralisation accrues des informations communiquées.

**Cette déclaration est approuvée par :**

**Asset Managers**

2Xideas AG

3 Banken-Generali Investment-Gesellschaft m.b.H.

AAC Capital Benelux

Achmea Investment Management

AIP Management P/S

Alken Asset Management LTD

Alpina Partners

Alquity Investment Management Limited  
AltamarCAM Partners S.L.  
Altera  
Alternative Bank Switzerland  
Altor Equity Partners  
Amaron Fund Management AB  
Anaxis Asset Management  
Anima SGR  
Anthos Fund & Asset Management  
Arigo Capital  
Arkéa Asset Management  
Arkéa Capital  
Arte Collectum AB  
ASEF S.C.Sp  
ASN Impact Investors  
Axa IM  
Axiom Alternative Investments  
Boston Common Asset Management  
Case Kapitalförvaltning AB  
Catella AB  
CCLA Investment Management  
Certior Capital  
Channel Capital Advisors LLP  
Contrarian Ventures  
Convertinvest  
Creas  
Cresco Capital Services  
Davy Private Clients  
DEAS Asset Management Group  
Den Sociale Kapitalfond Management ApS  
DPAM  
East Capital Group  
EB-Sustainable Investment Management  
ECM  
Ecofi Investissements  
EmergeVest  
EMH Partners  
EMZ Partners  
Equity Trustees  
Erste Asset Management GmbH  
Ethos Foundation

Findos Investor GmbH  
FIRST Fondene AS  
Fondsfinans Kapitalforvaltning  
Foresight Group  
Future Group  
Global Alpha Capital Management Ltd.  
  
Groupe La Française  
HAMBURG TEAM  
ILX Management BV  
Impax Asset Management  
Inyova AG  
IPUT Real Estate  
IVM Caring Capital  
Joh. Berenberg, Gossler & Co. KG  
Kairos Partners  
Kinnerton Credit Management A/S  
Kutxabank Gestión SGIIC SAU  
L&G Asset Management  
La Financière de l'Echiquier  
Lannebo Kapitalförvaltning  
LBP AM  
LocalTapiola Asset Management Ltd  
Maple-Brown Abbott Global Listed Infrastructure  
Mercy Investment Services, Inc.  
Messieurs Hottinguer & Cie Gestion Privée  
Metis Invest GmbH  
Miller/Howard Investments, Inc.  
Mirova  
NEI Investments  
Neter Capital  
Nextalia SGR S.p.A  
Nia Impact Capital  
Nordea Asset Management  
Norrskén VC  
Octagon Credit Investors, LLC  
Ofi Invest Asset Management  
Ownership Capital  
Paragon Partners  
Phitrust  
Pictet Asset Management  
Planet A Ventures

PROSPERUS-INVEST LTD.  
Ring Capital  
Rivage Investment SAS  
Robeco  
Salm-Salm & Partner  
SHS Gesellschaft für Beteiligungsmanagement mbH  
Siemens Fonds Invest GmbH  
Sovereign Capital Partners LLP  
steinbeis & häcker vermögensverwaltung gmbh  
Stirling Square  
Storebrand Asset Management  
Storm Capital Management AS  
Svenska Hållbarhetsfonden | The Swedish Impact  
Lending Fund  
Swen Capital partners  
Sycomore AM  
Taaleri  
Tribe Impact Capital LLP  
Trill Impact AB  
Trillium Asset Management  
Trinetra Investment Management LLP  
Triodos Bank  
Trusteam Finance  
UAB INVL asset management  
Van Lanschot Kempen  
Vert Asset Management  
WERTGRUND Immobilien AG  
WHEB Asset Management  
Zencap Asset Management

**Asset owners**

Aberdeen City Council Pension Fund (NESPF Pension Fund)  
AkademikerPension  
AMF  
AP Pension  
APICIL Group  
BANK IM BISTUM ESSEN eG  
Brunel Pension Partnership  
BVV Versicherungsverein des Bankgewerbes a.G.  
Caisse de dépôt et placement du Québec  
CCOO, FP

Church of Sweden  
EIRIS Foundation  
Ethos Engagement Pool International  
Fair-finance Vorsorgekasse AG  
Fondo Pensione PREVIBANK  
Friends Fiduciary Corporation  
GM Pensiones, FP  
Groupe VYV  
Hkk – Krankenkasse  
Ircantec  
KLP  
LD Pensions  
MAIF  
Maryknoll Sisters  
Mikro Kapital  
Multifondo 2000, FP  
Mutual Médica  
Mutualitat dels Enginyers, MPS  
New Zealand Superannuation Fund  
NN Group  
Pensioenfonds Vervoer  
PKA  
Plan de empleados de Telefonica de España  
Plan de pensiones de promocion conjunta del grupo Bridgestone  
Hispania Rentas Genevoises  
Sampension Administrationssselskab A/S  
School Sisters of Notre Dame Collective Investment Fund  
Segulah Medical Acceleration  
Signal Iduna  
Steylet Ethik Bank  
Stichting Pensioenfonds APF  
Stichting Pensioenfonds Medisch Specialisten  
United Church Funds  
University Pension Plan (UPP)  
Velliv, Pension & Livsforsikring A/S

**Prestataires de services**

Aequo, Shareholder engagement services  
Aguja Capital GmbH

Artus Wise Partners  
Asset Advisor Fondsmæglerselskab A/S  
BB Alternatives GmbH  
Bolena Impact Investments e.U  
Carne Global Financial Services Limited  
CORPORANCE Asesores de Voto  
Ddcap  
Dominican Sisters of Sparkill  
ECUBE SOLUTION  
ESG Portfolio Management GmbH  
EthiFinance GmbH  
European Quality Assurance Spain, S.L.  
FINANCE@IMPACT  
Flins Capital Partners  
Green Growth Futura GmbH  
Heartland Initiative  
Prime Advocates  
SDG Invest  
ST Consultores Inmobiliarios  
Thaddeus Martin Consulting  
ValueCo

**Autres organisations**

AERI  
Agéa - Fédération nationale des syndicats d'agents généraux  
d'assurance CDP  
Centre for Sustainable Finance, CISL  
Ceres  
Congregation of St. Joseph  
Daughters of Charity, Province of St. Louise  
Ellen MacArthur Foundation  
FAIR  
GSIA  
Impact Europe  
Impact Finance Belgium  
Interfaith Center for Corporate Responsibility  
Investor Advocates for Social Justice  
Investor Alliance for Human Rights  
National Trust  
Northwest Coalition for Responsible Investment



ökofinanz-21 e.V.  
RealAlts  
ReseauCEP  
Responsible Investment Association of Australasia  
Seventh Generation Interfaith, Inc.  
Sisters of Mary Reparatrix  
Social Impact Agenda per l'Italia (SIA)  
Sustainable Banking Coalition  
The Local Authority Pension Fund Forum

**DISCLAIMER :**

**Cette déclaration a été élaborée en collaboration entre l'IIGCC, Eurosif, la PRI et leurs membres, mais elle ne représente pas nécessairement les points de vue de l'ensemble de leurs membres, que ce soit individuellement ou collectivement.**

***Eurosif, le Forum européen pour l'investissement durable, est la principale association paneuropéenne qui promeut la finance durable au niveau européen. Ses membres sont des forums nationaux pour l'investissement durable (FID) de toute l'Union européenne, de la Suisse et du Royaume-Uni. La plupart de ces forums ont eux-mêmes une composition large et diversifiée, comprenant des gestionnaires d'actifs, des investisseurs institutionnels, des fournisseurs d'indices et des sociétés de recherche et d'analyse ESG (Environnementale, Sociale et de Gouvernance). Eurosif et ses membres sont engagés dans la croissance et le développement de la finance durable et soutiennent l'ambition des décideurs politiques européens et mondiaux de permettre un marché de l'investissement durable totalement transparent et de haute qualité grâce à une réglementation appropriée et bien conçue et aux meilleures pratiques de l'industrie. Plus d'informations sur [www.eurosif.org](http://www.eurosif.org).***

***Les Principes pour l'investissement responsable (PRI) travaillent avec leur réseau international de plus de 5 000 signataires gérant 120 000 milliards de dollars d'actifs pour mettre en pratique les six Principes pour l'investissement responsable. Son objectif est de comprendre les implications des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) en matière d'investissement et d'aider les signataires à intégrer ces questions dans leurs décisions d'investissement et de propriété. Les PRI agissent dans l'intérêt à long terme de leurs signataires, des marchés financiers et des économies dans lesquels ils opèrent et, en fin de compte, de l'environnement et de la société dans son ensemble. Les six Principes pour l'investissement responsable sont un ensemble volontaire et ambitieux de principes d'investissement qui offrent un menu d'actions possibles pour intégrer les questions ESG dans les pratiques d'investissement. Les principes ont été élaborés par des investisseurs, pour des investisseurs. En les mettant en œuvre, les signataires contribuent au développement d'un système financier mondial plus durable. Plus d'informations sur [www.unpri.org](http://www.unpri.org).***

***Le Groupe d'investisseurs institutionnels sur le changement climatique (IIGCC) est une organisation de membres dirigée par des investisseurs. Nous rassemblons la communauté des investisseurs pour progresser vers un avenir sans émissions de gaz à effet de serre et résilient***

*au changement climatique. Nous travaillons avec nos membres pour créer des conseils, des outils, des cadres et des ressources qui peuvent les aider, dans leurs contextes individuels, à gérer les risques financiers liés au climat dans leurs portefeuilles et à tirer le meilleur parti des opportunités présentées par la transition vers une économie mondiale décarbonisée et les réalités d'un climat changeant. Nous comptons plus de 400 membres dans plus de 20 pays. Plus d'informations sur [www.iigcc.org](http://www.iigcc.org)*